

L'économie sociale de marché, cela veut dire ...

... des finances publiques saines.

” Toute volonté de dépenser plus d'argent que le fisc n'engrange de recettes, sous prétexte d'assistance et de bienfaisance, va à l'encontre de principes sains et éprouvés. (Ludwig Erhard) ”

... la reconnaissance du rôle des partenaires sociaux et de leur autonomie. Salariés et employeurs sont mieux à même que l'Etat de régler leurs relations de travail.

” En ce qui concerne la responsabilité des choix de vie de chacun, tout [...] doit être fait pour faire à nouveau glisser son centre de gravité de l'Etat central vers sa place naturelle, comme l'exigent le bon sens et l'expérience de l'histoire, [...] c'est à dire vers des organisations décentralisées non-étatiques [...]. ” (Wilhelm Röpke)

... une concurrence efficace entre les entreprises, autant que possible sans subventions, facteurs de distorsion. La concurrence est le garant de l'innovation.

” S'il n'existe pas de concurrence ou de concurrence suffisante, le pouvoir d'orientation des prix de marché, un critère constitutif de l'économie de marché, sera diminué. La production de biens et leur répartition seront dirigées dans un sens non désiré. Mais cette direction erronée donnée à la coopération économique n'est pas même l'essentiel. Ce qui est plus grave encore, c'est le déséquilibre de la justice sociale inhérente à l'économie de marché. ” (Franz Böhm)

... une juste participation à la société de la performance. Cela concerne les perspectives sur le marché du travail, la possibilité d'ascension par l'éducation, et des mesures d'intégration pour aider les personnes immigrées.

” Accorder à toute notre jeunesse - sans égard pour les revenus ou la fortune des parents - les mêmes chances d'existence et de progression, en lui offrant les mêmes possibilités d'éducation aux différents niveaux, en fonction des goûts et des talents de chacun, c'est là une composante essentielle d'une politique familiale constructive. ” (Ludwig Erhard)

... apprécier la valeur de la famille et de l'engagement citoyen.

” Nous pensons qu'il existe une infinité de choses plus importantes que l'économie : la famille, la collectivité, l'Etat, toutes les formes d'intégration sociale, au fond [...]. ” (Alexander Rüstow)

... des marchés ouverts qui, dans une économie mondialisée, ne sont pas réglementés par des droits de douane ou des restrictions des échanges.

” Nous souhaitons la plus grande liberté possible dans le commerce extérieur, pour redonner sa place au principe de la répartition internationale du travail, qui contribue au bonheur de tous les peuples. ” (Ludwig Erhard)

... une politique monétaire indépendante, qui se concentre sur la défense de la stabilité des prix.

” Tous les efforts déployés pour mettre en place un ordre de la concurrence seront vains, tant que n'est pas garantie une certaine stabilité de la valeur de l'argent. La politique monétaire est donc une priorité absolue pour assurer le bon fonctionnement de la concurrence. ” (Walter Eucken)

... un Etat "fort", qui indique les grandes orientations, mais ne s'immisce pas dans tous les domaines de l'existence.

” Un Etat fort, ce n'est pas celui qui se mêle de tout et tire tout à lui. Au contraire, ce ne sont pas l'hyperactivité, mais l'indépendance vis-à-vis des groupes de pression et l'affirmation sans faille de son autorité et de sa dignité de défenseur de l'intérêt général qui caractérisent l'Etat véritablement fort. ” (Wilhelm Röpke)

... la protection solidaire contre les risques de l'existence dans le respect du principe de subsidiarité.

” La liberté économique et l'obligation d'assurance sociale ne font pas bon ménage. Il est donc nécessaire que le principe de subsidiarité soit reconnu comme l'un des principes d'organisation les plus importants pour la protection sociale, et qu'on accorde autant que faire se peut la priorité à la prise en charge de chacun par soi-même, et à la responsabilité propre de chacun pour soi-même. L'obligation de protection de l'Etat doit ainsi s'arrêter là où l'individu et sa famille sont encore en mesure d'organiser, sous leur responsabilité propre et de manière individuelle, leur prévoyance. ” (Ludwig Erhard)

... protéger les bases naturelles de la vie et mener une gestion durable de l'activité, c'est à dire ménager les ressources.

” La protection de la population contre les dommages à l'environnement impose que les entreprises reconnaissent et assument leurs obligations sociales dans le cadre de l'évolution technique, en prenant les mesures nécessaires pour éviter des dommages aux personnes. ” (Ludwig Erhard)

... une fiscalité juste, qui demande à chacun une contribution pour la communauté en fonction de ses possibilités.

” Il est par exemple au plus haut point contradictoire que le citoyen se plaigne du poids insupportable de la fiscalité, mais qu'il attende parallèlement de l'Etat des aides, qui donnent à celui-ci le droit moral de lever des impôts toujours plus importants. ” (Ludwig Erhard)

... un socle éthique sur lequel repose l'organisation de l'économie et de la société.

” Autodiscipline, sens de la justice, honnêteté, équité, courtoisie, sens de la mesure, civisme, respect de la dignité des autres, normes morales solides - Voilà autant d'éléments que les personnes doivent apporter avec elles pour aborder les marchés et se mesurer à la concurrence. ” (Wilhelm Röpke)

... la confiance dans les talents et les capacités des femmes et des hommes, c'est-à-dire dans leur don pour la liberté. Il s'appuie sur le principe de la responsabilité individuelle, sur la protection de la propriété, la liberté contractuelle et la décentralisation des décisions.

” La liberté citoyenne demeure une illusion tant qu'elle n'est pas fondée sur les libertés économiques fondamentales que sont la libre circulation du capital et du travail, le droit à la propriété privée et l'assurance d'un honnête bénéfice. ” (Alfred Müller-Armack)



Dans la conception qu'en ont les pères fondateurs, l'économie sociale de marché repose sur un ordre de la concurrence, dont les principes constitutifs sont la garantie de la propriété privée, des règles de responsabilité civile, la liberté de conclure des contrats et la liberté du commerce et de l'industrie, la stabilité monétaire, l'accès ouvert aux marchés, ainsi qu'une politique économique fidèle à ses principes, fiable, et inscrite sur le long terme.

Dans une économie sociale de marché, il incombe à l'Etat d'ajuster le cadre institutionnel général, de telle sorte que l'activité économique des uns ne soit pas en contradiction avec les objectifs sociaux ni avec la liberté des autres.

... accepter des différences de revenus, tant que l'écart entre les pauvres et les riches n'est pas trop grand. C'est ici qu'intervient le rôle de redistribution de l'Etat.

” Il a été démontré que la répartition de la richesse produite par la mécanique des prix [...] fonctionne mieux que la répartition faite sur la base de décisions arbitraires émanant de pouvoirs publics ou privés. [...] Mais cette mécanique de répartition laisse certaines questions sans réponse, et a besoin de correctifs. [...] L'inégalité des revenus conduit à ce qu'on produise déjà du luxe, alors même que certains besoins urgents des ménages à revenus modestes ne sont pas encore satisfaits. La répartition des richesses au sein de l'ordre de concurrence a donc besoin ici d'être corrigée. ” (Walter Eucken)

... des entreprises fortes et l'attachement aux petites et moyennes entreprises. La prise de responsabilités et la prise de risques sont des moteurs importants du progrès social.

” Confier des responsabilités [...], cela signifie un système dans lequel l'entrepreneur, en plus d'assurer son existence économique, remplit aussi une fonction macro-économique, même si chacun ne s'en aperçoit pas toujours. L'entrepreneur n'a pas forcément conscience de son rôle macro-économique ; mais il le remplit néanmoins dès lors que la liberté des prix et le moteur de la concurrence restent protégés et bien vivants dans le système de l'économie de marché. ” (Ludwig Erhard)